

Lettre ouverte à
Christian Jacob (UMP), député-maire de Provins,
Eric Torpier (SE), maire de Sourdun,
Bertrand Caparroy (PS), Conseiller général du canton de Provins
et leurs administrés

Concernant les mesures de compensations relatives à la restructuration de la carte militaire et en particulier la fermeture du 2e régiment de hussards basé à Sourdun (1200 habitants), Christian Jacob, député UMP dans cette circonscription, et ancien ministre de la Fonction Publique, se déclarait fin juin "aterré" par "le degré zéro" de la réflexion du ministre de la Défense « *sur la revitalisation" des sites militaires voués à la fermeture. "Il n'y a aucune approche sous l'angle territorial de cette réforme du côté du ministère de la Défense* ».

Aujourd'hui, sur décision brutale du Premier ministre, le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire vient d'annoncer la délocalisation du Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA) à Sourdun au 31 décembre 2010.

Cette délocalisation n'est pas plus basée aujourd'hui qu'hier sur une quelconque réflexion stratégique. Et encore moins d'une démarche d'aménagement du territoire. En isolant le SETRA du reste du ministère et de l'ensemble de ses partenaires privés et publics, cette décision politique, arbitraire, réduit à néant toute perspective d'avenir pour ce service scientifique et technique.

Le 2e régiment de hussards dont les 895 hommes du régiment vont déménager à Haguenau emploie au total 1 850 personnes, ce qui représente «*30 millions d'euros de masse salariale, qui sont injectés dans l'économie locale*».

Afin de rassurer ses administrés, Christian Jacob déclarait il y a une semaine dans la presse "*la ville de Sourdun héritera d'un superbe service technique de cadres supérieurs du ministère des Transports qui regroupe 300 agents*".

Les représentants du personnel du Sétra, après calcul, évoquent à peine 10 % d'agents susceptibles de suivre leur service, sans même envisager la possibilité d'implantation des familles promises pour relever l'économie locale.

Cette délocalisation compensatoire n'est elle pas qu'un jeu de dupes politiques ? n'est ce pas en fait qu'une opération de communication et de destruction du service public ?

Au final, la ville de Sourdun va hériter d'un service physiquement composé de moins d'une vingtaine d'agents, qui aura perdu toute sa valeur et ses compétences. Un service moribond, bien sûr, avec sur le papier, comme s'y est engagé le gouvernement, un transfert des 300 ETP promis (équivalents temps pleins). Mais ce n'est pas avec ce jargon utilisé au sein de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), que Christian Jacob pourra rassurer ses administrés en leur faisant croire que le salut de l'économie locale viendra de ce plan.

La vingtaine d'agents qui accepterait éventuellement, cette délocalisation n'irait à Sourdun que pour travailler, et en aucun cas pour y habiter avec leurs familles. Pour cette vingtaine d'agents, la moitié pourrait être composée d'agents proches de la retraite qui effectueraient la navette pendant encore 1 ou 2 ans afin d'obtenir une retraite complète, ou en affectation récente au Sétra et donc avec peu d'expérience et aucune expertise afin de faire fonctionner le service de façon optimum.

Ce qui veut dire, que moins de 3 ans après l'arrivée du Sétra à Sourdun, il restera moins de 10 agents du service actuel. Et il sera bien difficile de faire venir des agents de l'Etat expérimentés au sein d'un service qui ne sera plus tête de réseau et qui aura perdu tout rayonnement national et international dans tous ces champs de compétence. Il ne pourra plus fonctionner !

Les seuls agents jeunes, et pas obligatoirement chargés de famille, susceptibles de prendre un poste à Sourdun, seraient des premières affectations « volontaires désignés » parce que sortis d'école, qui n'auront aucune compétence pour des missions scientifiques et techniques.

Il est difficile d'imaginer qu'ils choisiront de vivre à Sourdun plutôt que de faire la navette chaque jour depuis Paris ou sa proche banlieue.

**Messieurs, vos administrés pourront bientôt constater que
Messieurs Morin et Monsieur Fillon qui vient de signer cet
acte de délocalisation, vous ont trahis.**

**Il y aura bien deux victimes dans cette affaire :
le SETRA et votre agglomération !**

L'intersyndicale CFDT-CGT-FO des personnels du SETRA